

**METROPOLE DU GRAND PARIS**

**SEANCE DU BUREAU DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS  
DU MARDI 29 JANVIER 2019**

**BM2019/01/29/03 : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DU DISPOSITIF « METROPOLE  
ROULE PROPRE ! »**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 23 janvier 2019  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 30  
PRESIDENT DE SEANCE : Patrick OLLIER, Président  
SECRETAIRE DE SEANCE : Carine PETIT

**LE BUREAU DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5219-1,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

**Vu** la délibération CM2016/02/18/03 portant délégation d'attributions du conseil de la métropole du Grand Paris au Bureau,

**Vu** la délibération 2016/09/19 du Conseil de la Métropole du 30 septembre 2016 visant à aider les particuliers à remplacer leur véhicule thermique ancien par un véhicule « propre » (électrique, hydrogène, hybride essence ou GNV), ou leur deux-roues-thermique par un deux-roues électrique ou un vélo à assistance électrique, et portant délégation d'attribution au Bureau,

**Vu** la délibération 2018/09/28/10 du Conseil de la Métropole du 28 septembre 2018, modifiant le règlement d'attribution des subventions « Métropole Roule Propre ! » et confirmant la délégation d'attribution au Bureau,

**Considérant** les dossiers de demandes de subventions reçus et instruits,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ATTRIBUE** une subvention à :

- M. [REDACTED] de 5 000 € ;
- M. [REDACTED] montant de 4 000 € ;
- M. [REDACTED] un montant de 2 175 €.

**ATTRIBUE** une subvention, sous réserve de la transmission des pièces administratives manquantes, dans un délai de 8 mois, à compter de la notification de la décision, à :

- M. [REDACTED]urant à Garches, pour un montant de 4 000 € ;
- M. [REDACTED]ant à Coubron, pour un montant de 4 000 € ;
- M. [REDACTED]rant à Vitry-sur-Seine, pour un montant de 4 000 € ;
- M. [REDACTED]urant à Meudon, pour un montant de 4 000 € ;
- M. [REDACTED]urant à Boulogne-Billancourt, pour un montant de 500 € ;
- M. [REDACTED]eurant à Suresnes, pour un montant de 3 000 € ;
- M. [REDACTED] Paris, pour un montant de 5 000 € ;
- M. [REDACTED]eurant à Montfermeil, pour un montant de 5 000 € ;
- M. [REDACTED]demeurant à Chevilly-Larue, pour un montant de 4 400 € ;
- M. [REDACTED]eurant à Thiais, pour un montant de 3 003,31 €.

**REFUSE** l'attribution d'une subvention aux dossiers qui ne respectent pas le règlement d'attribution de ladite subvention, à savoir à :

- [REDACTED]demeurant à Vitry-sur-Seine ;
- [REDACTED]
- [REDACTED]

**PRECISE** que les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la Métropole du Grand Paris au chapitre 204 « Subventions d'équipement ».

**A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES**

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.